

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
DREAL Grand Est - SPRA
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAICA PAPER FRANCE

3 cours Baron Thénard
Zone Industrielle Les Guignons
10400 Nogent-sur-Seine

Références : FR0000000000000250

Code AIOT : 0005702721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement SAICA PAPER FRANCE implanté 3 cours Baron Thénard Zone Industrielle Les Guignons 10400 Nogent-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAICA PAPER FRANCE
- 3 cours Baron Thénard Zone Industrielle Les Guignons 10400 Nogent-sur-Seine
- Code AIOT : 0005702721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAICA PAPER FRANCE exploite des installations de fabrication de papiers pour ondulés et de pâte à partir de papiers et cartons recyclés, autorisées par arrêté préfectoral du 16 mai 2017 modifié.

Les capacités de fabrication de pâte et de papier ainsi que la puissance des installations de combustion du site (80,6 MW) soumettent les installations au Système d'Échange des Quotas d'Émissions de CO₂ (SEQUE) en application de la Directive 2003/87/CE.

A ce titre, l'exploitant doit déclarer chaque année ses émissions de CO₂ et ses niveaux d'activité de l'année précédente. Ces déclarations sont effectuées respectivement sur la base d'un Plan de Surveillance des émissions et d'un Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité approuvés par le préfet.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Diagramme des flux | Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement FAR 2019/331 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 2 | Contenu du Plan Méthodologique de surveillance | Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + annexe VI Règlement FAR 2019/331 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Détermination des quantités nettes de chaleur mesurable consommée | Règlement européen du 19/12/2018, article ANNEXE VII points 7.1 et 7.2 Règlement FAR 2019/331 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Sources de données (chaleur) | Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 5 | Tonnages de papier commercialisable produits | Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Détermination de l'humidité du papier | Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331 + Annexe VII 6.1 et 6.2 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Tonnages de pâte sèche à l'air | Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | Détermination de | Règlement européen du 19/12/2018, article 7.1 et 7.2 | Demande d'action corrective | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| | l'humidité de la pâte | Règlement FAR 2019/331 +ANNEXE VII 6.1 et 6.2 | | |
| 9 | Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité | Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre à jours sous 3 mois :

- Les demandes de dérogations à l'utilisation des plus hauts niveaux d'exactitude pour la détermination des sources de données alimentant ses déclaration de niveaux d'activité annuelles ;
- son PMS (Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagramme des flux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement FAR 2019/331 |
| Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance</p> <p>1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)</p> <p>Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance</p> <p>Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:</p> <p>1.Informations générales concernant l'installation :</p> <p>(...)</p> <p>d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:</p> <p>- les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur;</p> |

- toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels;
- les points et dispositifs de mesure;
- les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prod-com;
- (...)

Constats :

Préambule

L'installation est découpée en 2 sous-installations au sens du SEQE :

- 1 sous-installation avec référentiel produit « Pâte à partir de papier recyclé »,
- 1 sous-installation avec référentiel produit « Tesliner et papier pour cannelure ».

3 chaudières «gaz », 1 chaudière « biogaz » et 1 chaudière de co-incinération (biomasse et déchets non dangereux), qui vient de démarrer, fournissent de la vapeur aux 2 sous-installations.

Observations

En dehors de la mise à jour (en cours) rendue nécessaire par la mise en service de la nouvelle chaudière et d'une turbine à vapeur, l'exploitant devra faire figurer sur son diagramme des flux :

- toutes les circulations d'énergie et de matière qui n'y figurent pas telles que : condensats, eau de la bache alimentaire, rebuts de production, papiers produits , matières 1ères entrant dans le calcul des niveaux d'activité, etc.,
- tous les dispositifs de comptage intervenant dans la déclaration des niveaux d'activité, notamment les 2 ponts bascules situés à l'entrée de site, la bascule d'entrée de stock pour les bobines, les 4 compteurs utilisés pour déterminer la chaleur consommée dans les 2 sous-installations (positionnés au niveau du disperseur, du réchauffage des eaux blanches, de la cuisson amidon, du réchauffage air sécherie), etc.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre à jour le diagramme des flux selon les observations ci-dessus et en référence à la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contenu du Plan Méthodologique de surveillance

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + annexe VI Règlement FAR 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, SEQE - Niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance

1. L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)

ANNEXE VI Contenu minimal du plan méthodologique de surveillance

Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:

1. Informations générales concernant l'installation :

(...)

Les descriptions des méthodes utilisées pour quantifier les paramètres à surveiller et à déclarer précisent, selon qu'il convient, les étapes de calcul, les sources de données, les formules de calcul, les facteurs de calcul pertinents, notamment l'unité de mesure, les contrôles horizontaux et transversaux pour corroborer les données, les procédures qui sous-tendent les plans d'échantillonnage, l'équipement de mesure utilisé, avec un renvoi au diagramme correspondant et une description de la manière dont il est installé et entretenu, ainsi que la liste des laboratoires qui participent à la mise en œuvre des procédures d'analyse pertinentes. Le cas échéant, la description comprend le résultat de l'évaluation simplifiée de l'incertitude visée à l'article 7, paragraphe 2, point c). Pour chaque formule de calcul, le plan fournit un exemple utilisant des données réelles.

Constats :

Les parties descriptives des différents onglets du PMS ne permettent pas d'identifier quel niveau de méthode cité s'applique à quelle source de donnée.

Par ailleurs, dans ces parties descriptives, il est attendu que soit détaillée la manière dont est obtenue chaque valeur déclarée dans le fichier ALC, en référence à la prescription ci-dessus dans un souci de transparence et pour faciliter le rôle du vérificateur.

Le renvoi à des annexes doit être utilisé le moins possible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le PMS doit être revu pour tenir compte de cette prescription et des demandes de complément effectuées dans les différents points de contrôle de ce rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Détermination des quantités nettes de chaleur mesurable consommée

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article ANNEXE VII points 7.1 et 7.2
Règlement FAR 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

Annexe VII Méthodes de surveillance des données

7. Règles de détermination de la chaleur mesurable nette

7.1. Principes

Toutes les quantités de chaleur mesurable indiquées se rapportent à la quantité nette de chaleur mesurable, déterminée comme le contenu calorifique (enthalpie) du flux thermique transmis au procédé consommateur de chaleur ou à l'utilisateur externe, diminué du contenu calorifique du flux de retour. Les procédés consommateurs de chaleur qui sont nécessaires au fonctionnement du système de production et de distribution de chaleur, tels que le dégazage, la préparation d'eau d'appoint et les purges régulières de vapeur, sont pris en compte dans le rendement du système thermique et ne peuvent donc pas être considérés comme des procédés consommateurs de chaleur ouvrant droit à une allocation. Lorsque le même milieu caloporteur est utilisé de manière consécutive dans plusieurs procédés et que sa chaleur est consommée à partir de différents niveaux de température, la quantité de chaleur consommée par chaque procédé consommateur de chaleur est déterminée séparément, sauf si les procédés en question relèvent de la même sous-installation. Le réchauffage du milieu caloporteur entre des procédés consommateurs de chaleur consécutifs devrait être traité comme une production de chaleur supplémentaire.(...)

7.2. Méthodes de détermination des quantités nettes de chaleur mesurable (...)

Méthode 1 : Recours à des mesures

Selon cette méthode, l'exploitant mesure tous les paramètres pertinents, en particulier la température, la pression et l'état du milieu caloporteur transmis et restitué. Si le milieu caloporteur est de la vapeur d'eau, on entend par «état» son degré de saturation ou de surchauffe. L'exploitant mesure en outre le débit (volumique) du milieu caloporteur. Sur la base des valeurs mesurées, l'exploitant détermine l'enthalpie et le volume massique du milieu caloporteur à l'aide des tables des constantes de la vapeur d'eau pertinentes ou de logiciels d'ingénierie adaptés.

(...)

Constats :

Les retours condensats vers la bache d'eau alimentaire sont mesurés en 1 point en amont de la bache.

Les 4 compteurs de la chaleur consommée par les 2 sous-installations sont situés au plus proches des lieux d'utilisation de la vapeur. L'enthalpie des condensats est retirée de la chaleur consommée mesurée pour obtenir la chaleur « nette » consommée. Le PMS qui n'intègre pas encore ces nouveaux compteurs devra préciser, entre autres, que ce retrait est bien effectué.

Les cases du PMS relatives à la chaleur exothermique sont renseignées alors que l'exploitant a confirmé lors de la visite que le procédé ne génère pas de chaleur exothermique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre à jour le PMS selon les observations ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Sources de données (chaleur)

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.

Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie:

- a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible;
- b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;
- c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.

Constats :

Actuellement, 3 demandes de dérogation au plus haut niveau de méthode pour infaisabilité technique ont été déposées pour le comptage de la vapeur : « chaleur mesurable », « chaleur importée dans la sous-installation papier » et « chaleur importée dans la sous-installation pâte » car il n'existe pas de compteur de vapeur soumis à métrologie légale.

L'exploitant devra vérifier à l'aide du guide explicatif du Citepa de mai 2020 relatif au PMS, si le niveau atteint est bien le niveau 4.5.b pour tout les types de chaleur déclarés sachant que ce niveau dépend de la position des différents instruments de mesure intervenant dans la détermination de la chaleur.

Dans le cas contraire, les demandes de dérogation devront être revues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vérifier que les demandes de dérogation pour la chaleur sont bien établies en référence au guide explicatif du Citepa de mai 2020 relatif au PMS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Tonnages de papier commercialisable produits

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.

Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible; b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs; c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.

Constats :

Les tonnages de papier commercialisables produits sont obtenus à partir des pesées des bobines filles mises en stock, de la détermination de l'humidité du papier produit, puis de la correction de ce tonnage pour le ramener à un taux d'humidité de 6 % en application de l'annexe I du règlement FAR 2019/331 (cf. point de contrôle dédié à l'humidité du papier).

La balance utilisée pour la pesée des bobines est soumise à métrologie légale et fait l'objet d'une vérification périodique annuelle (dernière vérification effectuée en octobre 2024). L'exploitant utilise donc une source de donnée représentant le plus haut degré d'exactitude possible.

Par ailleurs, les bobines non commercialisables produites qui sont recyclées pour la production de pâte ne sont pas comptabilisées dans les tonnages de papier déclarés (absence de double comptage). Il s'agit :

- des bobinots (bobines n'ayant pas le diamètre requis) qui ne sont pas pesés (la consigne est donnée à l'automate par l'opérateur de la cabine de conduite) et donc ne sont donc pas comptabilisés ;
- des bobines non conformes a priori qui sont identifiées (« bloquées ») par l'opérateur de la cabine de conduite dans le système de gestion de la production, pesées puis vérifiées. Si à l'issue de la vérification, elles sont au final déclarées conformes, les bobines sont « débloquées » et comptabilisées dans le tonnage commercialisable. Dans le cas contraire, elles demeureront « bloquées » et ne seront pas comptabilisées.

L'exploitant devrait également retirer de ces tonnages le poids des mandrins.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Préciser dans le PMS quelle méthode impact permettrait de retirer le poids des mandrins du poids des bobines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Détermination de l'humidité du papier

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331 + Annexe VII 6.1 et 6.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité |
| Prescription contrôlée : <p>Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.</p> <p>Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie:</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible;b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII. <p>Annexe VII</p> <p>6. EXIGENCES RELATIVES AUX ANALYSES DE LABORATOIRE ET AUX ÉCHANTILLONNAGES CONNEXES</p> <p>6.1. Exigences relatives aux analyses de laboratoire</p> <p>Lorsque l'exploitant doit procéder à des analyses de laboratoire pour déterminer certaines propriétés (humidité, pureté, concentration, teneur en carbone, fraction de la biomasse, pouvoir calorifique inférieur, densité, entre autres) de produits, de matières, de combustibles ou de gaz résiduels, ou pour établir des corrélations entre des paramètres aux fins de la détermination indirecte des données requises, les analyses sont effectuées conformément aux dispositions des articles 32 à 35 du règlement (UE) n° 601/2012, sur la base d'un plan d'échantillonnage approuvé afin de garantir que les échantillons sont représentatifs du lot auxquels ils se rapportent. Si aucune fréquence minimale des analyses n'est prévue à l'annexe VII du règlement (UE) n° 601/2012 pour un produit, une matière ou un combustible donné, l'exploitant soumet à l'autorité compétente, pour approbation, une fréquence des analyses appropriée basée sur les informations disponibles concernant l'hétérogénéité du produit, de la matière ou du combustible en question.</p> <p>6.2. Exigences simplifiées applicables à certaines analyses de laboratoire</p> <p>Lorsque l'exploitant prouve de manière concluante à l'autorité compétente que les analyses réalisées conformément à la section 6.1 ne sont pas techniquement réalisables ou risquent d'entraîner des coûts excessifs, il procède aux analyses requises en s'appuyant sur les meilleures pratiques dans le secteur ou utilise des variables représentatives, en association avec une corrélation empirique avec un paramètre plus facilement accessible, déterminées au moins une fois par an conformément à la section 6.1.</p> |

Constats :

La mesure de l'humidité du papier ne représente pas le plus haut degré d'exactitude possible qui est 4.6.b selon l'annexe VII susmentionné. Pour ce faire, elle devrait être effectuée par un laboratoire accrédité selon la norme NF EN 17025 en application du point 6.1 de l'annexe VII du règlement FAR 2019/331. Or, la mesure est effectuée en continue par un scanner en ligne.

La COPACEL (Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Cellulose) a obtenu pour l'ensemble des papetiers une dérogation à l'application du plus haut niveau de méthode requis pour la détermination de l'humidité des papiers produits, accordée pour coûts excessifs par le ministère de la transition écologique par courrier du 24/01/2021 sous réserves.

Toutefois, cette dérogation n'est plus valable compte tenu de la ré-évaluation du calcul des bénéfices de 20 euros à 80 euros par quota.

L'exploitant doit donc présenter une nouvelle demande de dérogation pour la détermination de l'humidité du papier tenant compte des spécificités de son site et se référant aux points 6.1 et 6.2 de l'annexe VII du règlement FAR 2019/331.

Dans l'hypothèse où la dérogation pour coût excessif serait recevable, et en vue de son instruction, la visite a quand même porté sur l'application des réserves ayant accompagné la délivrance de la dérogation accordée à la COPACEL (mise en place de procédures et d'enregistrement portant sur les instruments de mesure utilisés et d'un comparatif mensuel entre le scanner en ligne et la méthode de référence du laboratoire).

Il est réalisé au moins une mesure manuelle de l'humidité du papier par équipe soit au moins 3 mesures par jour.

La procédure de prélèvement du papier et de réalisation des mesures n'a pu être présentée lors de la visite.

Les conditions de correction de la « dérive » du scanner en ligne est présente dans le tableur de compilation des données mesurées : une intervention de réglage du scanner (offset) est déclenchée au bout de 2 mesures supérieures à 3 écart types soit 1,14 ce qui est adapté selon l'exploitant compte tenu du nombre de mesures réalisées.

Les mesures d'humidité du scanner en ligne sont enregistrées pour chaque bobine mère et donc bobine fille. Ce sont ces teneurs en humidité (de l'ordre de 8,5 % en moyenne) qui sont rapportées à 6 %.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre à jour la demande de dérogation pour coûts excessifs pour la détermination de l'humidité du papier.

Tenir à disposition les procédures relatives à la mesure manuelle de l'humidité du papier et au déclenchement des intervention sur le scanner en ligne en cas de dérive observée sur ce dernier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Tonnages de pâte sèche à l'air

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331 |
| Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité |
| Prescription contrôlée : Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII. Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible; b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs; c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII. |
| Constats : Les tonnages de pâte sèche à l'air (10 % d'humidité) sont déterminés à partir des tonnages de PCR (Papiers et Cartons Recyclés) ramenés à 10 % d'humidité auxquels l'exploitant soustrait les tonnages de sous-produits résultants du procédé de fabrication de la pâte (déchets industriels banals tels que plastiques, métaux, etc. et refus fibreux) ramenés à 10 % d'humidité. Tonnages de PCR : Ils sont déterminés sur la base des pesées en entrée de site (ponts bascule soumis à métrologie légale) ainsi que des inventaires mensuels et annuels des stocks selon les précisions de l'exploitant apportées lors de la visite (à mentionner dans le PMS), ce qui est prévu au point 5.1. de l'annexe VII du règlement FAR 2019/331. Le plus haut degré d'exactitude (4.5.b valeurs données par des instruments de mesure soumis à métrologie légale) n'est pas atteint pour cette source de données puisque l'inventaire des stocks entre en jeu et une demande de dérogation devra être déposée concernant cette source de donnée. Pour atteindre le plus haut niveau de méthode, il faudrait, par exemple, disposer d'un peson soumis à métrologie légale sur la bande transporteuse amenant les PCR à la préparation pâte. Tonnage de « sous-produits » Il sont déterminés sur la base des pesées effectuées en sortie de site (ponts bascule soumis à métrologie légale) et a priori des inventaires annuels (à confirmer également dans le PMS). |

| |
|--|
| Par conséquent, le plus haut degré d'exactitude (4.5.b valeurs données par des instruments de mesure soumis à métrologie légale) n'est pas atteint pour cette source de données et une demande de dérogation devra être déposée concernant cette source de donnée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Déposer une demande de dérogation pour les sources de données tonnages de PCR et tonnages de sous-produits. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Détermination de l'humidité de la pâte

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7.1 et 7.2 Règlement FAR 2019/331 +ANNEXE VII 6.1 et 6.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.</p> <p>Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie:</p> <p>a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible;</p> <p>b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;</p> <p>c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.</p> <p>Annexe VII</p> <p>6. EXIGENCES RELATIVES AUX ANALYSES DE LABORATOIRE ET AUX ÉCHANTILLONNAGES CONNEXES</p> <p>6.1. Exigences relatives aux analyses de laboratoire</p> <p>Lorsque l'exploitant doit procéder à des analyses de laboratoire pour déterminer certaines propriétés (humidité, pureté, concentration, teneur en carbone, fraction de la biomasse, pouvoir calorifique inférieur, densité, entre autres) de produits, de matières, de combustibles ou de gaz résiduaires, ou pour établir des corrélations entre des paramètres aux fins de la détermination indirecte des données requises, les analyses sont effectuées conformément aux dispositions des ar-</p> |

ticles 32 à 35 du règlement (UE) n° 601/2012, sur la base d'un plan d'échantillonnage approuvé afin de garantir que les échantillons sont représentatifs du lot auxquels ils se rapportent. Si aucune fréquence minimale des analyses n'est prévue à l'annexe VII du règlement (UE) n° 601/2012 pour un produit, une matière ou un combustible donné, l'exploitant soumet à l'autorité compétente, pour approbation, une fréquence des analyses appropriée basée sur les informations disponibles concernant l'hétérogénéité du produit, de la matière ou du combustible en question.

6.2. Exigences simplifiées applicables à certaines analyses de laboratoire

Lorsque l'exploitant prouve de manière concluante à l'autorité compétente que les analyses réalisées conformément à la section 6.1 ne sont pas techniquement réalisables ou risquent d'entraîner des coûts excessifs, il procède aux analyses requises en s'appuyant sur les meilleures pratiques dans le secteur ou utilise des variables représentatives, en association avec une corrélation empirique avec un paramètre plus facilement accessible, déterminées au moins une fois par an conformément à la section 6.1.

Constats :

Mesure de l'humidité des PCR

Un échange a eu lieu avec les opérateurs réceptionnant les camions livrant les PCR.

La mesure est effectuée lors de la prise d'un échantillon sur chaque camion par carottage et mesure automatisés.

Une pré-calibration de l'appareil est effectuée chaque jour avec un rouleau témoin avant la réalisation des 1ères mesures.

Les résultats des 16 1ères mesures sont également corrélées chaque jour aux résultats d'une mesure manuelle de l'humidité par la méthode de l'étuve pratiquée par les opérateurs réceptionnant les camions (105 ° C pendant 5 heures + pesée avant et après).

L'exploitant établit ensuite une moyenne annuelle des moyennes mensuelles de l'humidité mesurée.

L'exploitant a déposé une demande de dérogation pour infaisabilité technique pour « la détermination des niveaux de production (mesure humidité résiduelle des balles de papier à recycler) » au motif qu'il lui était impossible d'échantillonner chaque balle de PCR livrée (24 à 35 balles par camion) en raison du temps qu'il faudrait y consacrer.

En application des prescriptions du point 6.1 ci-dessus, il n'est pas exigé une mesure d'humidité sur toutes les balles mais l'élaboration d'un plan d'échantillonnage représentatif. Par conséquent, la demande de dérogation pour infaisabilité technique n'est ici pas adaptée et un plan d'échantillonnage argumenté doit être joint au PMS en référence à l'article 33 du règlement MRR 2018/2066 (anciennement 601/2012).

En revanche, une demande de dérogation doit être effectuée pour ne pas avoir recours à un laboratoire accrédité selon la norme EN ISO/IEC 17025 en application de l'article 34 du règlement MRR 2018/2066 (anciennement 601/2012) auquel renvoi le point 6.1. ce qui est équivalent à un niveau 4.6.c.

Si elle s'avère recevable, l'exploitant « procède aux analyses requises en s'appuyant sur les meilleures pratiques dans le secteur » en application du point 6.2 de l'annexe VII du règlement FAR 2019/331 susmentionné. Il conviendra d'aborder ce point dans le PMS.

Mesure de l'humidité des sous-produits

Les opérateurs du « laboratoire humide » dédié à la préparation de la pâte, effectuant la mesure

| |
|--|
| <p>de l'humidité des sous-produits étaient absents. L'exploitant a indiqué que des mesures quotidiennes de l'humidité des déchets divers et refus fibreux étaient effectués.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Revoir le fondement de la dérogation pour la détermination de l'humidité des PCR. Déposer une demande de dérogation pour la mesure de l'humidité des sous-produits. Joindre au PMS des plans d'échantillonnage argumentés. Tenir à disposition les procédures relatives à la mesure de l'humidité des PCR et sous-produits.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 9 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 Système de contrôle (...)</p> <p>2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le point 4 ci-dessus est considéré comme respecté : L'exploitant a présenté le tableau de suivi des contrôles établi par le service Qualité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du scanner en ligne mesurant l'humidité du papier produit (contrôle trimestrielle), - du « fiber tester » mesurant l'humidité des PCR (Papiers et Cartons Recyclés) (contrôle annuel) - des balances et étuves utilisées pour déterminer l'humidité des sous-produits et contrôler la mesure de l'humidité effectuée par le scanner et le fiber tester (contrôle annuel). <p>Les 2 étuves de marque BINDER et les 2 balances de marque VWR (n° de série ITA2501791 et ITA25000902) du laboratoire « humide » ne possédaient pas d'étiquette de vérification et ne figuraient pas dans le fichier en question. Ces instruments sont utilisés pour déterminer l'humidité des sous-produits de la préparation de la pâte : Déchets Industriels Banals (DIB) et refus fibreux (ou boues). Ils devront être intégrés au programme de contrôle.</p> <p>Les compteurs de chaleur (enregistrés dans la GMAO) sont contrôlés à une fréquence annuelle éga-</p> |

lement.

L'exploitant a présenté le carnet métrologique des 3 bascules soumises à métrologie légale (dernière vérification périodique effectuée en octobre 2024).

Concernant le respect du point 2 ci-dessus :

La procédure P-Paper-SPS-14934-A1-fr citée dans le PMS (onglet D) ne cite pas tous les appareils de mesure utilisés pour la déclaration des niveaux d'activité (il manque le scanner en ligne ainsi que les 2 ponts bascule situés à l'entrée du site).

Les fréquences de contrôle des appareils mentionnés ainsi que le responsable du déclenchement des contrôles sont cités hormis pour les compteurs vapeur.

La procédure doit être complétée sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter la procédure P-Paper-SPS-14934-A1-fr en tenant compte des observations ci-dessus

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois